

Irlande du Nord : trois enjeux d'un nouvel accord entre Londres et Bruxelles

ÉCRIT PAR LA RÉDACTION AVEC AFP, EDNH

27 février 2023



Londres - Pour le Premier ministre britannique Rishi Sunak, l'accord obtenu avec Bruxelles sur l'Irlande du Nord vise à sortir cette province britannique de la crise mais aussi à relancer ses relations avec les Européens et à asseoir son autorité sur sa majorité parlementaire.

| - Faire baisser les tensions -

L'accord annoncé à Windsor apporte des "solutions pratiques" aux difficultés d'approvisionnements créées par le protocole nord-irlandais, qui maintient la province dans le marché unique européen.

Pour cela, il supprime les contrôles des marchandises en provenance de Grande-Bretagne tant qu'elles ne sont pas destinées à quitter cette province.



Il limite aussi l'application de règles de l'UE en Irlande du Nord et la possibilité de recours à la Cour européenne de Justice, des avancées cruciales pour ceux qui voyaient dans le protocole une atteinte à sa place dans le Royaume-Uni.

Sur le plan politique, il s'agit de sortir ce territoire de l'impasse à l'approche du 25e anniversaire, en avril, de l'accord de paix qui a mis fin à trois décennies de conflit en Irlande du Nord.

Ce n'est pas gagné. Le principal parti unioniste, l'ultraconservateur Democratic unionist party (DUP) réclame la fin pure et simple du protocole. Il bloque depuis un an le fonctionnement du Parlement local et la formation d'un exécutif qui aurait pourtant fort à faire avec la crise actuelle du coût de la vie.

Il compte "prendre le temps" d'examiner l'accord de Windsor. Accepter des concessions reviendrait à se résoudre à un pouvoir, même très diminué, de l'UE sur l'Irlande du Nord. Rejeter le texte semblerait fermer la porte à tout compromis alors que sa position est peu populaire.



La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen et le Premier ministre britannique Rishi Sunak, le 27 février 2023 à Windsor, à l'ouest de Londres AFP/Pool/Dan Kitwood

Londres a menacé de convoquer des élections locales, risquées pour le DUP. Au dernier scrutin, en 2022, il a déjà été devancé - un basculement historique - par le Sinn Fein, hostile à la domination de Londres.

| - Détente avec l'UE -

Si Rishi Sunak et Ursula von der Leyen ont évoqué le 27 février

l'ouverture d'un "nouveau chapitre", c'est que cette crise maintenait Londres et les 27 dans un état de perpétuelles négociations sur le Brexit.

Afin de répondre aux inquiétudes des unionistes, le gouvernement britannique avait commencé à légiférer pour revenir unilatéralement sur le protocole. Désormais abandonnée, cette possibilité serait revenue pour Londres à une violation du droit international de mauvais genre au moment où les Occidentaux cherchent à se montrer unis face à l'invasion russe de l'Ukraine.

Et Bruxelles avait averti que cela entraînerait des représailles, laissant planer le risque d'une guerre commerciale et donc de la hausse du coût des importations. Or l'inflation, à plus de 10% (et bien plus pour les aliments), a déjà causé des mouvements sociaux sans précédent depuis les années 1980, sous Margaret Thatcher.

Après des années d'acrimonie liée au Brexit, l'accord marque un retour de confiance amorcé depuis l'arrivée de Rishi Sunak à Downing Street en octobre. Une détente bienvenue à l'approche de la première visite du Premier ministre conservateur en France le 10 mars.

| - Contrôler sa majorité -

Avec cet accord, Rishi Sunak pourrait devenir celui qui a adapté le Brexit aux réalités, mais les jours à venir s'annoncent délicats.



Des camions de fret quittent le port de Larne, près de Belfast, le 27 février 2023 en Irlande du Nord AFP/Paul Faith

Après avoir entretenu le flou, il a confirmé que l'accord serait soumis à un vote des députés, sans préciser quand. Si l'opposition travailliste a déjà promis son soutien, une fronde importante au sein des conservateurs porterait un coup à son autorité. Ces derniers mois, les évictions de Boris Johnson puis de Liz Truss du pouvoir ont montré la difficulté à gouverner d'un Premier ministre sans contrôle de la majorité.

Au sein de l'aile droite, plusieurs voix ont déjà jugé les concessions de Bruxelles insuffisantes. Boris Johnson a exprimé son mécontentement, ce qui lui a aussitôt valu d'être accusé de comploter pour revenir au pouvoir.

Mais l'ampleur de la rébellion est incertaine et la possible vague de départs de ministres opposés à l'accord un temps évoquée dans la presse semble évitée. Et le Parti conservateur, déjà au plus bas dans les sondages, peut difficilement prendre le risque de changer pour la troisième fois en six mois de leader, alors que les prochaines législatives sont prévues pour l'année prochaine.